

Les agriculteurs des Prairies sont-ils des citoyens moins importants que les séparatistes du Québec?

Le premier ministre tiendra-t-il sa promesse et ordonnera-t-il au ministre de l'Agriculture de tenir un référendum dans les Prairies sur la commercialisation des céréales et de respecter le résultat de ce référendum?

M. Lyle Vanclief (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, avant de faire des déclarations sur ce que le premier ministre aurait prétendument affirmé, le député devrait vérifier ses informations. Je ne me souviens pas que le député ait été là lors que le premier ministre a fait cette déclaration. Moi j'y étais.

• (1455)

Le premier ministre a dit que le ministre donnerait suite. Le ministre a créé un groupe sur la commercialisation du grain de l'Ouest et lui a donné pour mandat de consulter tous les acteurs de l'industrie du grain de l'Ouest avant d'apporter quelque changement que ce soit, s'il doit y en avoir, au système de commercialisation des céréales.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État à la Situation de la femme.

Dans l'allocution qu'elle prononçait lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes, l'honorable secrétaire d'État réclamait, au nom de toutes les femmes, l'égalité des droits. Au cours de la même occasion, elle présentait au monde entier le fameux Plan pour l'égalité entre les sexes concocté par son gouvernement pour assurer ce noble objectif.

Puisqu'il est reconnu que la lutte à la violence passe par l'égalité économique des femmes, la secrétaire d'État peut-elle nous dire si son gouvernement a mis en application son fameux Plan pour l'égalité entre les sexes lorsqu'est venu le temps de réformer l'assurance-chômage?

L'hon. Sheila Finestone (secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme), Lib.): Monsieur le Président, oui, et on a certainement fait une étude en profondeur en analysant toutes les données qui touchent la vie des femmes de même que celle des hommes pour nous assurer d'avoir une connaissance de l'impact de toutes les actions entreprises par le ministre du Développement des ressources humaines à cet égard.

Je dois vous dire également, monsieur le Président, qu'on a pris en considération le fait qu'en donnant, pour chaque heure travaillée, une rémunération à chaque personne, les femmes sortaient gagnantes en bout de ligne. Je suis fière des démarches qui ont été faites.

Questions orales

De plus, les décisions de notre gouvernement à l'égard des familles et des enfants pauvres a pris une place importante dans les démarches qu'on a entreprises. Nous devrions tous être fiers et donner les informations correctes de la démarche que notre parti a entreprise à cet égard.

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, voici ma question complémentaire.

Puisqu'on sait que 70 p. 100 des travailleurs à temps partiel sont des femmes et que la réforme de l'assurance-chômage aura des impacts très négatifs sur les femmes, la secrétaire d'État admettra-t-elle que son fameux Plan pour l'égalité entre les sexes ne fonctionne tout simplement pas et qu'il constitue un échec total?

L'hon. Sheila Finestone (secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme), Lib.): Non, monsieur le Président, je ne reconnais pas ces faits qui ne sont ni actuels ni vrais. Notre ministre a répondu à cela à plusieurs reprises en démontrant de quelle façon les travailleuses à temps partiel et les travailleuses saisonnières auront un meilleur rendement pour les heures de travail qu'elles effectueront pour le bien-être de leur société et aussi pour leur propre famille.

Je crois que ce serait une bonne idée si ma collègue étudiait plus précisément les données; elle serait très heureuse des résultats.

* * *

[Traduction]

L'ÉDITION DES PÉRIODIQUES

M. Jim Abbott (Kootenay-Est, Réf.): Monsieur le Président, hier, un comité du Sénat a proposé qu'on modifie le projet de loi C-103 afin d'accorder une exemption pour droits acquis à l'édition canadienne de *Sports Illustrated*. C'est un des amendements que le Parti réformiste a proposés. Le groupe de travail sur l'édition des périodiques a également fait une recommandation à cet égard.

Fait intéressant, en janvier 1994, le ministre du Commerce international a écrit au ministre du Patrimoine canadien pour lui proposer la même chose. Cela veut-il dire qu'il y a désaccord au sein du Cabinet au sujet des éditions à tirage dédoublé?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, il y a consensus au sein du Cabinet sur cette question. Dans la lettre qu'il m'a envoyée le 27 janvier, le ministre du Commerce international me rapportait une conversation qu'il avait eue avec son homologue américain, Mickey Kantor. Il est tout à fait normal pour le ministre du Commerce international de communiquer au ministre du Patrimoine canadien les opinions exprimées aux États-Unis.

M. Jim Abbott (Kootenay-Est, Réf.): Monsieur le Président, en lisant attentivement la lettre, on voit clairement que le ministre du Commerce international faisait au ministre du Patrimoine canadien une recommandation dont celui-ci a choisi de ne pas tenir compte.